

Colère des agriculteurs : le gouvernement ne tient pas le bon cap

Communiqué d'associations de défense de l'environnement en Normandie

Le mouvement de colère des agriculteurs qui marque ce début d'année 2024 est **un symptôme de l'absence de cap clair pour la politique agricole, alimentaire et environnementale dans notre pays**. À l'heure où les effets du réchauffement climatique et des pollutions se font massivement sentir, un tel cap est pourtant plus que jamais nécessaire, pour sortir des injonctions contradictoires et assumer des choix d'avenir cohérents.

Nos associations (Estuaire SUD, FNE Normandie, Hauville Environnement, NOÉS, LDH section de Pont-Audemer/Bernay, RECV, Terre de Liens Normandie) **partagent les constats faits par beaucoup d'agriculteurs**. Si les situations des exploitants sont très diverses, beaucoup d'entre eux ont des revenus très insuffisants, alors que leur activité est exigeante et pénible. Ces revenus insuffisants sont notamment dus à la concurrence déloyale que constitue l'entrée massive sur le marché français et européen de produits moins réglementés en provenance d'autres pays ou d'autres continents. **Les traités de libre échange constituent, à ce sujet, un problème majeur**, autant que l'écrasement des paysans par les grandes entreprises de l'agro-alimentaire ou du commerce, qui font du profit sur le dos des producteurs ou ne respectent pas la loi EGAlim.

Les revenus insuffisants de beaucoup de paysans entraînent la disparition de nombreuses exploitations et une concentration de la production agricole dans des exploitations toujours moins nombreuses mais toujours plus grandes, toujours plus connectées aux circuits de l'agro-alimentaire, **toujours plus industrielles dans leur processus de production** et dont les activités sortent parfois largement de la production agricole. Ces grandes exploitations sont en fait les seules à s'en sortir financièrement. Leur processus de production a aussi des conséquences importantes sur l'environnement et sur les autres résidents des zones rurales. **Il est urgent de permettre à tous les exploitants de vivre dignement de leur travail d'agriculteur**, en garantissant des prix suffisamment rémunérateurs. Il est urgent aussi de renforcer les solutions pour faciliter la transmission des exploitations et l'installation des jeunes agriculteurs, afin de limiter la concentration des productions et des cheptels, et réduire ainsi les problèmes associés.

La question des normes environnementales a été beaucoup évoquée récemment. Leur dénonciation par certains syndicats n'est pas partagée par tous les exploitants agricoles ni par toutes les organisations représentatives de la profession. **Il faut rappeler que ces normes servent à protéger la santé des travailleurs de l'agriculture, des habitants des campagnes, des consommateurs, et plus largement la biodiversité et les ressources naturelles**. Ces enjeux concernent les agriculteurs eux-mêmes, mais aussi toute la société, dans le monde rural et au-delà. Les conséquences d'un grand nombre de substances chimiques utilisées en agriculture sont aujourd'hui bien connues et documentées par la recherche scientifique. Les populations d'insectes ont été réduites de 80 % ces trente dernières années, le nombre d'oiseaux a diminué de 25 % en quarante ans (57 % en milieu agricole), des polluants éternels (PFAS) sont retrouvés partout y compris dans les nappes phréatiques, le lien est avéré entre certaines substances et le développement de cancers, de même qu'entre les fortes concentrations d'ammoniac dans l'air et certaines pathologies, pour ne prendre que quelques exemples.

C'est pourquoi **il est incompréhensible que les agriculteurs bio et ceux qui se sont engagés dans une démarche courageuse et responsable de réduction des substances**

chimiques ne soient pas davantage valorisés, soutenus et encouragés. À l'inverse, la suspension du plan Ecophyto III, annoncée par le Premier Ministre, est un très mauvais signal. L'avenir, à commencer par celui des agriculteurs dont la terre et l'eau sont les outils de travail, ne pourra passer que par une production limitant au maximum son impact sur le vivant et sur la santé. Cela implique nécessairement la réduction importante de l'usage des produits phytopharmaceutiques et le développement de méthodes alternatives. Face à la concurrence de produits étrangers de moins bonne qualité environnementale, la solution n'est pas d'affaiblir les normes françaises mais d'interdire la vente en France des produits qui ne respectent pas les mêmes normes que les nôtres.

Enfin, nous dénonçons la communication gouvernementale qui consiste à opposer entre eux les habitants des zones rurales, comme elle oppose ceux qui travaillent la terre et ceux qui défendent l'environnement. Les agriculteurs jouent, dans ces zones rurales, un rôle capital. Mais cela ne veut pas dire que tous les autres travailleurs, les retraités et les familles qui vivent à proximité des exploitations et se soucient de leur cadre de vie sont moins utiles à la société et moins dignes de considération que leurs voisins agriculteurs.

Les enjeux alimentaires et environnementaux d'aujourd'hui et de demain sont étroitement liés. Ils méritent mieux que des éléments de langage pour flatter les uns en dénigrant les autres. Le cap de l'agroécologie est la seule solution viable pour demain.

Associations signataires :

Estuaire SUD - Site Unique à Défendre
France Nature Environnement Normandie
Hauville Environnement
NOÉS - Nature Ouest Eure Sauvegarde
Ligue des Droits de l'Homme - section de Pont-Audemer / Bernay
RECV - Roumois Environnement et Cadre de Vie
Terre de Liens Normandie

Contacts presse :

coordination@fne-normandie.fr
recv.asso@gmail.com



Normandie



HAUVILLE
ENVIRONNEMENT



NORMANDIE



Section de Pont-Audemer / Bernay
pont-audemer.bernay@ldh-france.org



Roumois Environnement
et Cadre de Vie